

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Acheteur

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)
Direction des Routes Île-de-France (DiRIF)

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation de Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris (arrêté n°IDF-2023-04-19-00003 du 19/04/2023)

Objet du marché

**Prestations de communication
pour les besoins de la Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)**

Le CCAG applicable au présent marché est le CCAG Prestations Intellectuelles (CCAG PI) du 30/03/2021.

Table des matières

ARTICLE 1.	<i>Dispositions générales</i>	4
1.1	Contexte du marché public	4
1.2	Objet du marché public	4
1.3	Décomposition en tranches et en lots	5
1.4	Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
1.4.1	Pièces constitutives	5
1.4.2	Engagements unilatéraux du titulaire	5
1.5	Intervenants	6
1.5.1	Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché	6
1.5.2	Autres intervenants de la Direction des Routes d'Île-de-France	7
1.5.3	Conduite des prestations par une personne nommément désignée	7
1.6	Confidentialité	7
1.7	Notification des décisions	8
1.8	Autres dispositions générales	8
1.8.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché	8
1.8.2	Réalisation de prestations similaires	9
1.8.3	Clauses sociales et environnementales	9
1.8.4	Conditions d'exécution particulières	13
1.8.5	Ordres de service	13
1.8.6	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs	13
1.8.7	Application de la réglementation du travail	14
1.8.8	Assurances	16
ARTICLE 2.	<i>Émission et exécution des bons de commande</i>	17
2.1	Émission des bons de commande	17
2.2	Délai d'exécution des bons de commande	18
2.3	Modification ou annulation d'un bon de commande	18
ARTICLE 3.	<i>Constatation de l'exécution des prestations</i>	19
3.1.	Opérations de vérification	19
3.2.	Réception, ajournement, réfaction et rejet	19
ARTICLE 4.	<i>Propriété intellectuelle</i>	20
4.1	Propriété matérielle des résultats	20
4.2	Cession des droits de propriété intellectuelle et obligations du titulaire	20
ARTICLE 5.	<i>Avance – Prix – Variation dans les prix – Règlement des comptes</i>	21
5.1	Avance	21
5.2	Contenu des prix - Règlement des comptes	21
5.2.1	Contenu des prix	21
5.2.2	Modalités du règlement des comptes du marché	22
5.2.3	Modalités de transmission et de paiement	22
5.3	Variation dans les prix	23
5.3.1	Mois d'établissement des prix du marché	23
5.3.2	Choix de l'index de référence	23
5.3.3	Modalités d'actualisation des prix	23

5.3.4	Application de la taxe à la valeur ajoutée	24
5.4	Paieement direct des sous-traitants	24
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES		25
6.1	Durée du marché et délais d'exécution	25
6.2	Pénalités pour retard d'exécution	25
6.3	Autres pénalités	25
6.3.1	Pénalités pour non réponse à une sollicitation de la DiRIF	25
6.3.2	Pénalité pour défaut d'impression	25
6.3.3	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	25
6.4	Primes	26
6.5	Retenue de garantie	26
ARTICLE 7. Résiliation		26
ARTICLE 8. Litiges		26
ARTICLE 9. Liste récapitulative des dérogations au CCAG PI		27

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Contexte du marché public

La Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF) est un service déconcentré du ministère chargé des transports placé sous l'autorité de la Préfecture d'Île-de-France au sein de la [DRIEAT](#). Elle compte près de 1 000 agents dont près de 43% de personnels d'exploitation intervenant sur le terrain au quotidien.

Elle est le gestionnaire du réseau routier national non concédé en Île-de-France, qui représente près de :

- 1 200 kilomètres d'autoroutes et routes nationales
- 300 échangeurs,
- 25 tunnels de plus de 300 m représentant 48 km de voiries,
- 1 900 ouvrages d'art (ponts, viaducs, tranchées couvertes, murs etc.).

Opérateur de la première mobilité en Île-de-France, la DiRIF a pour missions principales :

- d'exploiter le réseau pour garantir aux usagers la meilleure qualité de service possible en toute sécurité (surveillance 24h/24 du réseau, interventions en cas d'accidents ou de travaux, informations trafic en temps réel) ;
- d'entretenir la route pour préserver sa durabilité (rénovation de chaussée et des équipements, propreté, dépendances vertes, assainissement etc...) ;
- de moderniser la route pour l'adapter aux évolutions sociétales et technologiques, notamment dans le cadre de l'adaptation au changement climatique (avec des opérations routières financées dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région Île-de-France sous maîtrise d'ouvrage DiRIF)

La DiRIF a pour rôle en tant que gestionnaire et maître d'ouvrage de porter la communication de ses opérations tout au long des différentes étapes : procédures réglementaires (concertation et enquête publiques), phases de travaux et mise en service, dans un souci permanent d'information des élus, des usagers des routes, des habitants et riverains mais également plus largement du grand public.

1.2 Objet du marché public

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de conseil, d'élaboration et de mise en œuvre de la communication de la Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF), pour les besoins en communication externe et interne.

Les prestations à réaliser sont, en synthèse, les suivantes :

- **Conseil et assistance en communication :**
 - Conseiller et assister la DiRIF dans l'élaboration de sa stratégie de communication ;
 - Élaborer les plans d'actions de communication des projets de la DiRIF notamment les opérations d'entretien, d'exploitation ou de modernisation du réseau routier national non concédé Île-de-France) ;
 - Accompagner la DiRIF pour ses procédures d'information / de concertation / d'enquêtes publiques, et en cas de communication de crise ;
- **Conception et réalisation d'actions de communication :**
 - Création graphique : identité visuelle, pictothèque, encart presse, affiche, panneau d'exposition, flyer, dépliant, brochure, infographie, cartographie.

- Fabrication des documents issus des productions graphiques : affiche, panneau d'exposition, flyer, dépliant, brochure.
- Diffusion de document : liste de diffusion, mailing, publipostage, diffusion en boîte aux lettres.
- Rédaction : article web, communiqué et dossier de presse, courrier d'information.
- Création et réalisation audiovisuelle : reportage photographique, time-lapse, vidéo (avec ou sans captation in situ), vidéo 3D / motion design.
- Événementiel : organisation d'événement, location du matériel et des ressources logistiques nécessaires.
- Digital : gestion et actualisation de site internet, newsletter.

Les prestations attendues sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. Les spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date du marché.

1.3 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.4 Pièces constitutives de l'accord-cadre

1.4.1 Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF),
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI), en vigueur à la date de publication du présent marché (soit la version approuvée par arrêté du 30 mars 2021),
- le mémoire technique de l'entreprise composé de la notice technique présentant l'organisation interne du candidat et les méthodes de travail proposées pour la réalisation des prestations objet du présent marché public de la notice présentant les moyens du candidat qui seront affectés à la réalisation des prestations objet du marché.
- le mémoire environnemental détaillant la politique de limitation d'émission de gaz à effet de serre ainsi que les moyens mis en œuvre pour favoriser la qualité et la performance environnementale

1.4.2 Engagements unilatéraux du titulaire

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents listés à l'article III du Règlement de la Consultation qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur qui

pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en oeuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Cet engagement unilatéral porte exclusivement sur le mémoire technique et le mémoire environnemental.

1.5 Intervenants

1.5.1 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, le responsable de la mission Communication de la DiRIF est chargé :

1. de coordonner l'exécution du marché, notamment les échanges entre les services de la DiRIF et le titulaire,
2. d'assurer le suivi de la bonne réalisation des prestations (tant qualitative que quantitative,)
3. d'assurer les actes relatifs à la gestion administrative et financière du marché.

À ce titre, il est le représentant de l'acheteur (RA) pour :

- a) la réception des communications du titulaire avec l'acheteur auxquelles il entend donner date certaine, ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai ;
- b) la réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans le délai contractuel ;
- c) la signature et notification des décisions d'admission, d'ajournement de réfaction ou de rejet, lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles ;
- d) la réception des demandes de paiement ;
- e) la proposition d'affectation ou de rectification de la facture et de complément de la facture ;
- f) la suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement par le comptable assignataire ;
- g) les vérifications quantitatives et qualitatives, quelles qu'elles soient.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG PI, après notification du marché, un ordre de service précise les personnes physiques qui sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché, dans le respect de la décision portant subdélégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnancement secondaire et en matière de commande publique.

Le titulaire doit assurer un suivi technique et financier des différentes prestations réalisées pour le compte de l'ensemble des utilisateurs du marché, permettant au coordonnateur du marché représentant l'acheteur de disposer d'un suivi régulier de la bonne exécution du marché.

1.5.2 Autres intervenants de la Direction des Routes d'Île-de-France

D'autres personnes interviennent dans l'exécution du marché, notamment les agents de la mission Communication de la DiRIF, les responsables d'opérations routières de la DiRIF, ou plus ponctuellement les services d'exploitation de la Direction des Routes d'Île-de-France. Ces derniers sont habilités à prendre contact et à solliciter l'interlocuteur désigné par le titulaire pour la préparation, l'organisation et l'exécution d'une commande dans le cadre des prestations objet du marché, qui à l'obligation de répondre à leur sollicitation (cf. paragraphe 1-5.3 - *Conduite des prestations par une personne nommément désignée* ci-après)

Lorsque les prestations nécessitent des déplacements sur les sites, opérations, et chantier de la Direction des Routes d'Île-de-France, les coordonnées de l'interlocuteur désigné (Exploitant, maître d'œuvre, entreprise...) seront communiquées par la personne à l'origine de la commande.

1.5.3 Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Un(e) chef(fe) de projet / consultant(e) est nommément désigné par le titulaire pour chaque opération routière ou action de communication, parmi les personnes identifiées dans la notice technique présentant l'équipe qui sera effectivement affectée à la réalisation des prestations, remise par le titulaire avec son offre.

Sauf exception prévue au bon de commande, cette personne est notamment chargée d'être l'interlocutrice unique de la DiRIF et de suivre l'exécution de l'ensemble des prestations sur l'opération routière ou action de communication.

L'entreprise s'engage à assurer une continuité de service lors des périodes de congés des interlocuteurs désignés.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, lorsque le(la) chef(fe) de projet / consultant(e) n'est plus en mesure d'accomplir ses fonctions, le titulaire doit proposer au RA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, dont il communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de cinq jours à compter de l'indisponibilité du chef de projet. Le RA dispose alors d'un délai de dix jours pour éventuellement récuser le remplaçant proposé par le titulaire. En ce cas, le titulaire doit proposer dans les cinq jours un deuxième remplaçant.

Les autres dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI sont applicables.

1.6 Confidentialité

En complément à l'article 5 du CCAG PI, le titulaire s'engage à assurer une confidentialité totale de l'ensemble des informations collectées et de l'ensemble de ses réalisations pendant le déroulement du marché et à l'issue de celui-ci.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser les documents et informations communiqués par le pouvoir adjudicateur à des fins autres que celles spécifiées dans le marché, et à ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques sauf autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.

Pour les échanges de fichiers, le titulaire prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de leur transmission, notamment en cas de mise à disposition sur une plate-forme (accès restreint et sécurisé).

Tout manquement à cette obligation peut donner lieu à résiliation du marché aux torts du titulaire.

1.7 **Notification des décisions**

L'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans l'acte d'engagement du marché où, à défaut, à son siège social.

Au cours de l'exécution du marché, dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse (postale ou électronique) différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir les nouvelles adresses de référence au RA.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution de l'accord cadre à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels. Le titulaire informe par conséquent sans délai le RA de tout changement à prendre compte dans les adresses (postales ou électroniques) à utiliser pour la notification des décisions.

En complément à l'article 3.1 du CCAG PI, la notification des Ordres de Services, décisions et des bons de commande peut être effectuée :

- Principalement :
 - par courriel ; dans ce cas, le titulaire en accuse réception par un courriel envoyé en réponse ;
 - via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE. La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Les accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information. La date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

A défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, ou d'accusé de réception par un courriel envoyé en réponse dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

- Plus accessoirement :
 - par envoi en lettre en recommandé avec accusé de réception ;
- par télécopie ; dans ce cas, l'accusé de réception délivré automatiquement par le fax suffit à prouver la date de réception par le titulaire ;
- par remise en mains propres ; dans ce cas, le titulaire en accuse réception en signant et datant un exemplaire qu'il remet au RPA.

1.8 **Autres dispositions générales**

1.8.1 **Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à 1-8-8 ci-dessus.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

1.8.2 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.8.3 Clauses sociales et environnementales

1.8.3.1 Clauses sociales

1.8.3.1.1 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.8.3.1.2 Publics visés

Les publics visés sont :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

1.8.3.1.3 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>par</u> <u>année d'exécution de l'accord-cadre</u> :
Lot unique	10 (dix) heures par tranche de 10 000 (dix mille) € HT

Afin de permettre à ce que le nombre d'heures d'insertion soit le plus pertinent possible en termes de parcours d'insertion socio-professionnelle, l'entreprise attributaire a la possibilité d'attendre à ce que 150 heures soient dues, c'est-à-dire à ce que 150 000 € HT soient facturés.

1.8.3.1.4 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

1.8.3.1.5 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris
pole-clauses@epec.paris
[07 57 76 85 71](tel:0757768571)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

1.8.3.1.6 Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux :

- un contrôle de l'éligibilité des publics
- un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au représentant de l'acheteur gestionnaire du marché ainsi qu'aux destinataires suivants de l'EPEC :

- beatrice.calvet@epec.paris
- Copie : valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 6.3.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer l'acheteur s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Cette information est communiquée conformément aux modalités d'échange définies par les documents particulier du marché. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec

le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

1.8.3.1.7 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1.8.3.2 Clauses environnementales

Les documents particuliers du marché fixent des clauses environnementales pour l'exécution des prestations objet du marché. Outre la mise en œuvre des dispositions qu'il a définies au titre de son mémoire environnemental :

- Le titulaire doit recourir à la dématérialisation de l'ensemble des livrables, sauf en cas d'impossibilité technique ou prestations afférentes à une production matérielle.
- L'utilisation d'un espace de travail collaboratif pour le partage d'information et de documentation est mise en place, limitant ainsi l'échange de mails et le volume des données échangées.
- Le titulaire doit optimiser ses déplacements en Île-de-France et les limiter au strict nécessaire
- Le titulaire s'engage à former ses collaborateurs aux enjeux environnementaux liés à l'objet du marché.
- Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur

1.8.4 Conditions d'exécution particulières

En complément à l'article 21.1.1 du CCAG PI, des biens produits dans le cadre de l'exécution du marché peuvent être stockés dans les locaux du titulaire ou de ses fournisseurs ; dans ce cas, le titulaire assume à l'égard de ces biens la responsabilité du dépositaire jusqu'à leur livraison dans les locaux du RPA ou sur le site prévu par le RPA.

1.8.5 Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par l'acheteur dans les conditions de l'article 1.7 du présent CCAP.

1.8.6 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs

Lorsque, pour les besoins de réalisation d'une prestation, le prestataire intervient sur les voies ou des chantiers sous la Maitrise d'ouvrage de la Direction des Routes d'Île-de-France, le strict respect des mesures générales et particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), ayant pour objet de préserver la sécurité tant des usagers que des personnels de la DiR IF, des personnels de chantier, et des personnels du titulaire est un impératif absolu.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle des agents de la DiR IF et conformément à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie.

Lorsqu'il est amené à intervenir sur les voies ou des chantiers sous la Maitrise d'ouvrage de la Direction des Routes d'Île-de-France, le personnel du titulaire doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant, et des équipements de protection individuels adaptés (chaussures, casque, gants, lunettes...). Les parties latérales ou saillantes des véhicules amenés à circuler sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes. Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

Tout défaut dans le respect de ces obligations autorise le représentant de la DiRIF à ordonner la sortie du site.

1.8.7 Application de la réglementation du travail

1.8.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Pour la mise en œuvre du dispositif de vigilance prévue par l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. À cette fin, il dépose les pièces et attestations concernées sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.8.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.8.7.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant de l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent §CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.8.7.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail,

concernant :

- o les salariés détachés par ses soins,
 - o les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - o ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-PI.

1.8.8 Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'ils en disposent, les matériels, les objets et les approvisionnements qui leur ont été confiés ou dont ils ont la garde.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

ARTICLE 2. ÉMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

2.1 Émission des bons de commande

Pour mémoire, le titulaire désigne, en début de marché, un interlocuteur unique dédié à la gestion des commandes et des prestations exécutées dans le cadre du présent marché, qui sera l'interlocuteur de référence unique de maître d'ouvrage pour l'organisation, la préparation, l'exécution et la réception des commandes.

Les dates d'échanges téléphoniques ne pourront être pris en compte dans les étapes ci-dessous, seules les dates d'envoi et de réception de mails font foi.

Chaque prestation fera l'objet des étapes suivantes :

- **Etape 1 :** Une demande initiale exprimant un besoin du RA ou d'un intervenant de la DiRIF, sous la forme qu'il juge la plus appropriée (réunion de brief, demande par téléphone ou par mail, etc., également selon les prestations prévues au CCTP). Un premier échange entre ce dernier et le titulaire permet de préciser l'objet de la demande, la calibrer, ainsi que définir le délai de réponse du titulaire. Une synthèse de la demande initiale est formalisée à minima par courriel et constitue la date de référence de la sollicitation.
- **Etape 2 :** L'entreprise devra produire un devis estimatif sur la base du BPU et du CCTP, sans qu'il puisse y avoir de négociation avec le titulaire sur le montant ou le contenu des prix indiqués dans le BPU et le CCTP. Ce devis est transmis sous 12 jours maximum à compter de la date de la première sollicitation. Il est établi sur la base d'un modèle communiqué en début de marché par la mission Communication de la DiRIF. L'entreprise pourra solliciter tout complément d'information sur la commande qui lui serait nécessaire pour l'établissement de son devis. Ce devis rappelle la date / un délai de livraison envisagé au regard des contraintes exprimées, incluant les validations/corrections et la livraison finale.
- **Etape 3 :** Après prise de connaissance et analyse du devis, La DiRIF (par le RA ou son intervenant à l'origine de la commande) valide ou fait corriger le devis par réponse de mail. En cas d'erreur ou de refus de la DiRIF, l'entreprise dispose de 48 heures (jours ouvrables) à compter du mail de refus pour corriger son devis estimatif.
- **Etape 4 :** Sur la base du devis transmis, le RA ou l'intervenant de la DiR IF à procède à l'établissement du bon de commande, récapitulant l'ensemble des prestations envisagée sur la base du BPU et du CCTP selon les spécifications établies ci-après. Ce bon de commande définit la date / délai de livraison retenue, incluant les validations/corrections et la livraison finale. Le bon de commande signé par le RA ou le représentant de la DiR IF habilité est notifié à l'entreprise dans les conditions définies à l'article 1.7 - *Notification des décisions* du présent CCAP.

Les bons de commande pourront être adressés par courriel pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 18 h.

Les bons de commande précisent :

- La désignation des prestations à réaliser ;
- La quantité commandée par prestations ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les conditions d'exécution ;

- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché
- Les informations relatives à la facturation (n° SIRET de l'État, Code du service exécutant, numéro d'engagement juridique du bon de commande).

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG PI, le délai d'exécution du bon de commande peut partir de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

2.2 Délai d'exécution des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG PI, et sous réserve des dispositions de l'article 2.1 du présent CCAP en cas de commande urgente, le point de départ du délai d'exécution des bons de commande commence à courir le jour de la notification du bon de commande au titulaire par le RPA.

Le délai d'exécution des bons de commande est fixé par le pouvoir adjudicateur en fonction des contraintes du service et de l'actualité. Le titulaire veille au respect de ces délais en mettant en œuvre les moyens nécessaires, toute réclamation quant à l'insuffisance des délais octroyés étant irrecevable, sous réserve de l'avant-dernier alinéa ci-dessous.

Le non-respect des délais d'exécution peut entraîner l'application de pénalités de retard selon les modalités de l'article 6.2 du présent CCAP relatif aux pénalités de retard.

Les bons de commande doivent être émis pendant la période de validité du marché. Leur délai d'exécution ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 4 mois.

2.3 Modification ou annulation d'un bon de commande

L'administration peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en diminuant ou en augmentant la quantité des prestations commandées, ou en ajoutant des prestations non prévues initialement au bon de commande.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire suivant les modalités de l'article 1.7 du présent CCAP. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

L'annulation ou la réduction d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais le RPA doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations. L'indemnisation est strictement proportionnée à l'avancement effectif de l'exécution des prestations annulées.

ARTICLE 3. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont menées dans les locaux du RA ou sur le lieu d'exécution des prestations (notamment lorsque les prestations doivent être exécutées sur le réseau routier national, ou sur le lieu d'un événement organisé par la DiRIF).

3.2. Réception, ajournement, réfaction et rejet

Par dérogation à l'article 27.2.1 du CCAG PI, en cas d'ajournement de la réception des prestations, le titulaire doit présenter au RA les prestations mises au point dans un délai fixé dans la décision d'ajournement, et il doit faire connaître son acceptation dans un délai de cinq jours à compter de la notification de la décision d'ajournement.

Les autres dispositions de l'article 27.2.1 du CCAG PI sont applicables.

Par ailleurs, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur prononce le rejet de prestations qui ne sont pas conformes aux dispositions du marché, soit expressément dans le cadre de l'article 27.4 du CCAG PI, soit tacitement dans le cadre de l'article 27.2.1 (en cas de refus ou de silence du titulaire suite à la notification d'une décision d'ajournement), le marché peut être résilié, par dérogation à l'article 27.2 du CCAG PI, pour faute du titulaire sans mise en demeure préalable, mais après que le titulaire ait été invité à présenter ses observations.

ARTICLE 4. PROPRIETE INTELLECTUELLE

4.1 Propriété matérielle des résultats

Les dispositions de l'article 35 du CCAG PI sont applicables.

L'acheteur est propriétaire de tous les documents, maquettes, textes, esquisses, illustrations et tous autres éléments créés par le titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire doit remettre au RA à la fin de chaque prestation l'ensemble des éléments (fichiers sources, gabarits, maquettes...) lui ayant permis de réaliser la prestation, selon les modalités techniques définies à l'article afférent du CCTP.

4.2 Cession des droits de propriété intellectuelle et obligations du titulaire

Les dispositions de l'article 35 du CCAG PI sont applicables.

Il est rappelé qu'en application de l'article 35.2.1 du CCAG PI, compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

1° Les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° Les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

L'ensemble des prestations objet du présent marché sont concernées par ces dispositions.

ARTICLE 5. AVANCE – PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Avance

L'avance est régie par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire du marché. Elle n'est due que sur la base du montant minimum diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5% du montant minimum TTC du marché si la durée du marché, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 5.3.3 ci-après compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché (date de notification).

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant minimum initial TTC. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

5.2 Contenu des prix - Règlement des comptes

5.2.1 Contenu des prix

Les prix de l'accord cadre sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prix affichés au bordereau des prix sont fermes pendant la période initiale du marché.

Les prix sont établis tous frais compris. Ils comprennent notamment, sans que cette liste soit limitative, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, le coût des frais de réunion, de déplacement, d'hébergement, de restauration, de fourniture de la documentation relative à l'exécution des prestations.

En cas de co-traitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RA ou d'un avenant.

5.2.2 Modalités du règlement des comptes du marché

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix (BP) aux quantités réellement exécutées.

Les prestations sont payées sur présentation de chaque demande de paiement par le titulaire (factures) dans les conditions fixées par l'article 5.2.3 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 11.6.1 du CCAG PI, la demande de paiement est adressée au RA après la réception de l'ensemble des prestations objet de la commande.

Toutefois, en application des articles 11.4.5 et 11.8.1 du CCAG PI, si une partie des prestations objet du bon de commande à laquelle tout ou partie des prix se rapportent n'est pas achevée, le titulaire peut demander au RA le règlement partiel définitif des prestations exécutées. Le RA peut alors effectuer un règlement partiel définitif des prix correspondant aux prestations exécutées ou des fractions de prix égales au pourcentage d'exécution des prestations. Dans ce cas, la demande de paiement établie par le titulaire indique le détail des prestations réalisées. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement

5.2.3 Modalités de transmission et de paiement

5.2.3.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter :

- Les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP
- Ainsi que :
 - Le numéro de marché
 - Le numéro de SIRET de l'Etat
 - Le code du service exécutant de la dépense, figurant sur le bon de commande
 - Le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, figurant sur le bon de commande

Chaque facture déposée par le titulaire ne devra se rapporter qu'à un seul bon de commande. En conséquence, le titulaire devra présenter autant de factures que de bons de commandes sur lesquels un paiement lui est dû.

5.2.3.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

5.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et primes.
- Les prix sont actualisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités ci-après.

5.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

5.3.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi pour la révision des prestations est un indice de prix de production des services aux entreprises « **Services de relations publiques et communication** » ; il peut être consulté sur Internet à l'adresse <http://entreprises.insee.fr> (rubrique Indices pro, la recherche pouvant être effectuée sur le code d'indice FB0D702100).

5.3.3 Modalités de révision des prix

La révision des prix est annuelle, elle est effectuée à la date anniversaire de la notification du marché.

La révision des prix est effectuée à chaque période de reconduction. Le coefficient de révision **Cn** applicable pour le calcul est donné par la formule ci-après :

$$Cn = Id-3 / Io$$

Avec :

- **Io** = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois d'établissement des prix ;
- **Id-3** = Valeur de l'index de référence *I* prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

La périodicité de la révision est de 12 mois, et concerne les prestations à commander l'année suivante. En conséquence, la première année (période ferme) du marché n'est pas révisée.

La première révision est effectuée au mois anniversaire de la notification. En cas de reconduction du présent accord-cadre, les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés au titulaire postérieurement à la date de reconduction.

L'entreprise devra adresser à l'Acheteur, avant la date anniversaire du marché, une proposition de bordereau des prix actualisé. Le délai de validation du RA est de 1 mois. Si le RA ne répond pas sous 1 mois, la proposition est réputée comme acceptée, sauf erreur manifeste dans l'application des conditions de révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que l'acheteur ne soit tenu de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante. Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office. La révision des prix est annuelle, elle est effectuée à la date anniversaire de la notification du marché.

5.3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

5.4 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

6.1 Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

6.2 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, les pénalités pour retard sont calculées par application de la formule suivante : $P = V \times R \times 0,02$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les autres dispositions de l'article 14.1 du CCAG PI sont applicables.

6.3 Autres pénalités

6.3.1 Pénalités pour non réponse à une sollicitation de la DiRIF

En cas d'absence de réponse à la sollicitation du RA ou de l'intervenant de la DiRIF dans le délai défini à l'article 2.1 - *Émission des bons de commande* du présent CCAP (Etape 1 et 2), il est appliqué une pénalité forfaitaire de 250,00 € Hors Taxes (deux-cent cinquante euros Hors Taxes), majorée de 20,00 € Hors Taxes (vingt euros Taxes) par jour de retard dans la transmission du devis correspondant à la sollicitation.

6.3.2 Pénalité pour défaut d'impression

En cas d'impression non conforme au BAT validé par la DiRIF, les prestations afférentes au tirage et à l'impression ne sont pas rémunérées.

En cas d'impression ou de tirage présentation un défaut majeur, les prestations afférentes au tirage et à l'impression défectueuse ne sont pas rémunérées.

En cas d'impression ou de tirage présentation un défaut mineur, les prestations afférentes au tirage et à l'impression font l'objet d'une réfaction de prix, sur les prix du BPUF afférents, à hauteur de 20%.

Le RA est seul compétent pour qualifier le caractère mineur ou majeur d'un défaut d'impression.

6.3.3 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le représentant de l'acheteur.

6.4 **Primes**

Sans objet

6.5 **Retenue de garantie**

Sans objet.

ARTICLE 7. **RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 36 du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 36 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision de l'Acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'Acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'Acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 37.2 du CCAG-PI.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 2 mois et en application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Le marché pourra être résilié par l'Acheteur, dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-PI.

ARTICLE 8. **LITIGES**

Le présent marché est régi par le droit français. Dans le cas où un litige ne serait pas réglé après application des dispositions prévues à l'article 37 du CCAG PI, il sera soumis à la compétence exclusive du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 9. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG PI

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG PI :

L'article du CCAP...	... Déroge à l'article du CCAG PI
1.4.1	4.1
1.5.3	3.4.3
1.8.8	9.2
2.1	13.1.2
2.2	3.2.1
3.2	27.2
5.2.2	11.6.1
6.	14.1.3
6.2	14.1
7.	50.2